



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **EMPRUNTS DES CHEMINS DE FER ET DES COMPAGNIES DE TRANSPORTS MARITIMES ET AÉRIENS**

**(Direction du mouvement général des fonds, 1870-1951)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Chemins de Fer.....	<a href="#">7</a>
Compagnies de transport maritime.....	<a href="#">11</a>
Transport aérien.....	<a href="#">11</a>

**Référence**

B-0064574/1 - B-0064602/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Emprunts des chemins de fer et des compagnies de transports maritimes et aériens

**Dates extrêmes**

1870-1951

**Noms des principaux producteurs**

Direction générale du mouvement des fonds

Direction du Trésor

**Importance matérielle**

28 boîtes, soit 3,36 mètres linéaires

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement de juin 1963.

**Historique du producteur**

À l'été 1789, le Trésor royal devient Trésor public et reçoit mission de gérer le produit des contributions ordinaires. Une Caisse de l'extraordinaire est créée (décret des 19-21 décembre 1789) pour gérer les fonds provenant notamment de la vente des biens nationaux et pour subvenir aux dépenses du Trésor public ; elle est dissoute le 1er janvier 1793 (décret du 4 janvier 1793). Régie par un comité des finances (décret du 11 juillet 1789), puis dotée de nouvelles règles à partir du 1er juillet 1791, la Trésorerie nationale est confiée à une commission de six membres (décret des 27-30 mars 1791 et décret des 16 août-13 novembre 1791, titre II). Son indépendance par rapport au ministère des contributions publiques, devenu ministère des finances en 1795, demeure sous la Convention. Au début du Consulat, elle est érigée en direction générale du Trésor public et rattachée au ministère des finances (arrêté du 21 janvier 1800), puis en est rapidement séparée, pour être transformée en ministère du Trésor public (arrêté du 27 septembre 1801). Le comte Mollien crée la caisse de service (décret du 16

juillet 1806), organe de compensation des mouvements de fonds entre toutes les caisses des agents du Trésor. Sous la Restauration, le baron Louis réunit sous sa direction le ministère des finances et le ministère du Trésor public (ordonnance du 13 mai 1814). L'administration du Trésor subit alors une profonde mutation dictée par la double résolution de "ressaisir le mouvement des fonds du Trésor abandonné à des compagnies financières" et de présenter les comptes de l'État selon "des résultats à l'abri de toute contestation" (marquis d'Audiffret). Dans la nouvelle organisation (arrêté du 26 mai 1814), la direction du mouvement général des fonds (MGF), issue de la transformation de la caisse de service, doit principalement s'attacher à "l'application des ressources aux besoins" (ordonnance du 6 février 1828). Son directeur, assermenté devant la Cour des comptes, assure la certification des comptes au même titre que le directeur des recettes et que le directeur des dépenses (ordonnances du 16 septembre 1818). La justification des dépenses publiques doit se faire sur un exercice annuel (ordonnance du 14 septembre 1822). Les quatre caisses existantes (caisse générale, caisse des recettes, caisse des dépenses et caisse de service) sont supprimées au profit d'une seule, nouvellement créée, la caisse centrale et de service, dirigée par un comptable unique, le caissier central du Trésor (ordonnance du 18 novembre 1817). Une ordonnance du 27 décembre 1823 institue en regard un payeur central. Les attributions de ces deux comptables supérieurs sont réunies sous la désignation de caissier-payeur central du Trésor (arrêté du 5 avril 1848, décret du 25 novembre 1862), qui assure la mise en paiement des ordonnances des ministres après visa de la direction du mouvement général des fonds. Les principales missions du Mouvement général des fonds sont d'une part d'assurer l'équilibre de la Trésorerie publique, d'autre part d'agir dans les domaines de la monnaie du crédit, de l'épargne, par la coordination, la tutelle et le contrôle des activités. Responsable de la situation journalière du trésor, elle concourt également, avec la direction générale de la comptabilité publique, à la surveillance de la gestion des comptables (arrêté du 16 décembre 1869). Grâce à la loi du 9 juin 1857 (art. 11), le Trésor bénéficie d'un compte courant unique auprès de la Banque de France et peut donc se décharger sur elle d'une partie des tâches concernant le mouvement et la centralisation des fonds. Le décret du 31 mai 1862 établit le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables. Le mouvement d'unification se poursuit avec la réorganisation de la Caisse centrale du Trésor public (décret du 11 juin 1873). Avec le premier conflit mondial, l'influence de la direction du Mouvement général des fonds s'accroît substantiellement : financement de la guerre, essentiellement couvert par des avances directes de la Banque de France au Trésor, intervention dans la lutte contre la dépréciation du franc et contrôle des opérations de change, au moyen des versements en devises du Trésor à la Banque. Ses interventions préfigurent celles de la direction du budget et du contrôle financier, créée en 1919, et avec laquelle elle partage la direction de la politique économique de la France, la tendance se renforçant d'une utilisation du budget de l'État à des fins d'orientation de l'activité économique. En 1922, la création du service du contrôle des dépenses engagées lui fait perdre la prérogative du visa des ordonnances des ministres. La loi du 30 août 1940 transforme le Mouvement général des fonds en direction du Trésor.

### **Historique de la conservation**

Ce fonds était conservé aux Archives nationales, dans la sous-série F30 avant son versement au SAEF.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Initialement cotées B-0034056 à B-0034089, ces archives ont reçu une nouvelle cotation en 2016.

### **Mode de classement**

Thématique

## **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des dossiers relatifs au financement des transports ferroviaires, maritimes et aériens, de la fin du XIX<sup>e</sup> à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il y est principalement question d'emprunts, souvent sous la forme d'émission d'obligations, ce qui est une méthode de financement ouverte très usitée à cette époque.

L'emprunt public constitue un élément de la politique économique de l'État en réduisant la masse monétaire en circulation, en se procurant les moyens de financement du déficit budgétaire. L'emprunt est également l'expression comptable de la dette résultant de l'octroi de prêts remboursables à terme. L'ordonnance du 4 août 1824 autorise le ministre des Finances à créer, pour le service de la Trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons royaux portant intérêts et payables à échéance. Ils sont émis en grosses coupures pour des montants et des durées strictement limités. En 1838 est posé le principe du plafonnement des émissions : la loi de finances fixe chaque année le montant en capital des bons du Trésor que le ministre est autorisé à mettre en circulation. Le ministre des Finances fixe ensuite par arrêté le montant et la date d'émission de chaque tranche, ainsi que le taux d'intérêt. Jusqu'en 1914, les bons du Trésor sont un moyen de financement de la trésorerie essentiellement réservé aux banques et à certaines entreprises. A partir d'un décret du 13 septembre 1914, le Trésor émet de manière permanente et sans plafonnement des bons auprès du grand public. Une ordonnance du 13 avril 1945 dissocie les bons du Trésor sur formules, destinés au grand public, des bons en comptes courants, destinés aux banques et aux organismes financiers. Elle oblige ceux-ci à déposer en comptes courants à la Banque de France les bons du Trésor qu'ils détiennent en portefeuille. En 1986 sont créés les bons du Trésor négociables (BTN), forme moderne des bons en comptes courants.

## **Indexation**

Transport ferroviaire

Transport maritime

Transport aérien

Dette publique

**B-0064575/1 - B-0064598/2**

Chemins de Fer.

1870-1949

**B-0064574/1 – B-0064575/1, B-0064577/1 - B-0064584/2**

Chemins de fer de l'État.

1894-1949

**B-0064577/1**

Baisse des cours des obligations : note pour le ministre, correspondance, rapport, états (1911-1912) ; situation des émissions : états (1930-1937).

1911-1937

**B-0064574/1**

Rachat des compagnies de chemins de fer par l'État, revendication des actionnaires et des obligataires : correspondance (1894-1931) ; revendication de M. Artis, actionnaire : correspondance (1897-1931) ; coupures de presse (1899-1924).

1894-1931

**B-0064575/1**

Émissions d'obligations : textes, notes pour le ministre, correspondance, notes, tableaux (1919-1936) ; réorganisation financière : rapport au Président de la république, notes pour le ministre, correspondance, notes, rapports (1913-1927).

1913-1936

**B-0064578/1**

Conversion des emprunts 6% 1921 et 6% 1927 en 4% 1921 : notes, correspondance, tableaux (1930-1932) ; autorisation complémentaire d'émission : texte, notes pour le ministre, rapport au ministre, correspondance, notes (1923-1935) ; escompte : rapports au ministre, notes pour le ministre, correspondance, notes, états (1934-1935).

1923-1935

**B-0064579/1**

Situation des obligations : tableaux (1909-1910) ; situation de l'État vis à vis des grandes compagnies de chemins de fer : notes pour le ministre, notes, tableaux (1911) ; garantie d'intérêts pour les réseaux du Nord et de Paris à Lyon et à la Méditerranée : note au ministre, correspondance (1913-1922) ; statistiques : états (1925) ; admission à la cote : correspondance, notes (1926-1936) ; régime fiscal : textes, note pour le ministre, notes, correspondance (1931-1937) ; admission à l'escompte : correspondance (1932-1935) ; émissions d'emprunts à l'étranger : textes, rapport au ministre, note pour le ministre, notes, correspondance, tableau (1932-1938) ; relevé d'émissions : tableaux (1938-1939).

1909-1939

**B-0064580/1**

Charges résultant des insuffisances d'exploitation : notes, correspondance, tableaux.

1921-1938

**B-0064581/1**

Avances du Trésor : rapports au ministre, notes, correspondance, tableaux (1913-1937) ; modalités de couverture du déficit du fonds commun : textes, note pour le ministre, notes, rapport, correspondance (1927-1931) ; conversion des bons : texte, correspondance, notes (1928-1931) ; situation financière : rapport au ministre, notes pour le ministre, notes, correspondance (1930-1935).

1913-1937

**B-0064582/1 – B-0064584/1**

Émissions d'obligations à l'étranger.

1916-1939

**B-0064582/1**

Émissions d'obligations à l'étranger, projets d'emprunts aux États-Unis, en Angleterre et en Espagne : texte, rapports, notes, correspondance (1912-1921) ; régime fiscal : rapports au Président de la République, rapport au ministre, textes, notes, correspondance (1920-1939) ; Compagnie des chemins de fer Paris à Lyon et à la Méditerranée, emprunts en Hollande, en Suisse et en Angleterre et aux États-Unis : textes, rapport au ministre, notes, correspondance, tableau (1920-1933) ; Compagnie des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, emprunts en Suisse, en Hollande et en Angleterre : textes, notes, correspondance, tableaux (1924-1933) ; Compagnie des chemins de fer de l'Est, emprunts aux États-Unis et en Angleterre : texte, notes, correspondance (1924-1936) ; récapitulatifs des emprunts : tableaux (1921-1925).

1916-1939

**B-0064583/1**

Émissions d'obligations à l'étranger, Compagnie des chemins de fer du Nord, emprunts en Angleterre et aux États-Unis : textes, note pour le ministre, notes, correspondance (1922-1939) ; Compagnie des chemins de fer du Midi, emprunts en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis : textes, notes pour le ministre, correspondance (1920-1936) ; Compagnie de chemins de fer de Paris à Orléans, emprunts en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis : textes, rapport au ministre, correspondance (1920-1939).

1920-1939

**B-0064584/1**

Émissions d'obligations à l'étranger, emprunt hollandais 7% 1926 et 7% 1927 (1926-1927), emprunt suisse 7% 1926 et 7% 1927 (1926-1927), conversion de l'emprunt suisse 7% 1926 en bon de caisses suisses à 2 ans 5% 1932, conversion de l'emprunt hollandais 7% 1927 en emprunt hollando-suisse 4 1/2% 1933 (1933), conversion des bons de caisses suisses 5% 1932 en emprunt 5% 1934 (1933-1934), renouvellement de billets à ordre souscrits en Suisse (1933-1939), projet d'emprunt en Belgique (1935), rachat des créances sur la Reichsbahn (1956), renouvellement de l'emprunt de 1500 millions de francs belges (1936-1937) : textes, notes au ministre, correspondance, notes.

1926-1939

**B-0064584/2**

Projets d'unification des réseaux ferroviaires, Daladier (1933), Breant-Thivault (1935), Labbe (1936) : texte, notes ; exonérations fiscales : note ; situation financière : texte, notes au ministre, rapports, notes, correspondance (1949) ; mission d'enquête sur la Société nationale des chemins de fer (SNCF) : rapport (1948) ; emprunt en Hollande : textes, notes, correspondance (1938-1939) ; conditions d'émission des titres des réseaux : note (1938).

1933-1949

**B-0064575/2**

Compagnie des chemins de fer du Midi, émissions d'obligations : notes pour le ministre, rapport, correspondance.

1871-1925

**B-0064576/1**

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, émission d'obligations : correspondance, rapports, notes (1876-1912) ; gestion des emprunts : notes, texte (1944) ; annuités de rachat : notes, correspondance (1938-1944) ; règlement du prix de rachat de la compagnie : textes, rapports, notes, correspondance, coupure de presse (1907-1926).

1876-1944



**B-0064576/2**

Compagnie des chemins de fer du Nord, émissions d'obligations : textes, rapports, correspondance.

1889-1925

**B-0064576/3**

Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon à la Méditerranée, émissions d'obligations : note au ministre, rapports, correspondance, notes.

1877-1926

**B-0064585/1 – B-0064585/2**

Chemins de fer algériens.

1874-1941

**B-0064585/1**

Compagnie de l'Ouest algérien, annuités de rachat : textes (1921-1941) ; émissions d'obligations : textes, notes pour le ministre, rapports, notes, correspondance (1875-1895) ; Compagnie de l'Est algérien, annuités de rachat : textes (1909-1936) ; émissions d'obligations : texte, correspondance (1878-1891).

1875-1941

**B-0065585/2**

Compagnie franco-algérienne, émissions d'obligations : note pour le ministre, notes, correspondance (1874-1896) ; annuités de rachat : rapports, notes, correspondance, tableau d'amortissement (1899-1928).

1874-1928

**B-0064585/3**

Chemins de fer tunisiens, Compagnie de Bône à Guelma, annuités de rachat : textes (1925-1937) ; admission à la cote : notes pour le ministre (1875-1878) ; émissions d'obligations : note pour le ministre, rapports, correspondance, note (1877-1907).

1875-1937

**B-0064586/1**

Chemin de fer transsaharien, textes, rapports, procès-verbaux, notes, correspondance.

1890-1930

**B-0064586/2**

Chemin de fer franco-éthiopien, émissions d'obligations : textes, notes, correspondance.

1903-1947

**B-0064587/1**

Compagnie franco-espagnole du chemin de fer Tanger-Fez, émissions d'obligations : textes, rapports au ministre, notes, correspondance, tableaux d'amortissement, procès-verbaux des assemblées générales.

1919-1948

**B-0064588/1**

Société générale des chemins de fer économiques, émissions d'obligations : textes, rapports, correspondance, notes (1880-1947) ; admission à la cote : rapport, notes, correspondance (1884-1913).

1880-1947

**B-0064588/2**

Compagnie des chemins de fer départementaux, émissions d'obligations : notes pour le ministre, correspondance, notes, rapports (1886-1959) ; admission à la cote : note pour le ministre, correspondance, rapport, notes (1889-1931).

1886-1939

**B-0064589/1 – B-0064597/1**

Compagnie des chemins de fer secondaires et des compagnies de tramways.

1870-1948

**B-0064589/1 - B-0064594/1**

Émissions d'obligations : textes, rapports, notes, correspondance.

1870-1945

**B-0064589/1**

1870-1931

**B-0064590/1**

1871-1931

**B-0064591/1**

1872-1933

**B-0064592/1**

1872-1934

**B-0064593/1**

1887-1936

**B-0064594/1**

1870-1945

**B-0064595/1 – B-0064597/1**

Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways

1921-1948

**B-0064595/1**

Questions soumises au conseil d'administration : tables analytiques (1921-1936) ; séances du conseil d'administration : procès-verbaux (1927-1943).

1921-1943

**B-0064596/1**

Questions soumises au conseil d'administration : rapports.

1927-1943

**B-0064597/1**

Compte du régime de la super-retraite : tableaux (1927-1936) ; compte du service administratif : tableaux (1927-1943) ; mouvement des opérations principales : tableaux (1927-1943) ; inventaire des pensions de retraites : tableaux (1928-1941) ; situation des emplois de fonds : tableaux (1927-1941) ; demande de solution : textes, rapports, jugements (1926-1940) ; gestion du personnel : textes, procès-verbaux, notes (1922-1948) ; exploitation de l'immeuble : procès-verbal, rapport (1938-1940); rapports de A. Calvet et M. Faivre d'Arcier, inspecteurs des finances (1936).

1922-1948

**B-0064598/1**

Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens, émissions d'obligations : texte, notes pour le ministre, correspondance, notes.

1923-1932

**B-0064598/2 – B-0064602/3**

Compagnies de transport maritime.

1911-1951

**B-0064598/2 – B-0064600/1**

Compagnie des messageries maritimes.

1911-1951

**B-0064598/2**

Exploitation du service maritime : textes, rapports (1911-1929) ; émissions d'obligations : note pour le ministre, rapport au ministre, notes, correspondance (1922-1927) ; achat de navires à l'étranger : note pour le ministre, correspondance, notes (1926).

1911-1929

**B-0064599/1**

Émissions d'obligations : textes, rapport au ministre, notes, correspondance.

1929-1951

**B-0064600/1**

Compte d'exploitation : rapport, notes, correspondance, tableau.

1920-1935

**B-0064601/1 – B-0064601/2**

Compagnie générale transatlantique.

1923-1945

**B-0064601/1**

Émissions d'obligations : textes, note et rapport au ministre, correspondance.

1923-1944

**B-0064601/2**

Émissions d'emprunts pour le financement de la construction du "Normandie" : textes, note pour le ministre, notes, correspondance.

1930-1945

**B-0064602/1**

Compagnie de navigation Fraissinet, émissions d'obligations : texte, notes, correspondance.

1927-1942

**B-0064602/2**

Compagnie de navigation Sud-Atlantique, émissions d'obligations : textes, notes, correspondance, tableaux d'amortissement.

1941-1948

**B-0064602/3**

Crédit maritime, financement de la construction de navires marchands : textes, notes, correspondance.

1937-1939

**B-0064602/4 – B-0064602/5**

Transport aérien.

1927-1939

**B-0064602/4**

Compagnie générale aéro postale, émissions d'obligations : textes, note pour le ministre, notes, correspondance (1927-1933) ; liquidation : correspondance (1931-1934).

1927-1934

**B-0064602/5**

Transports aériens en France, organisation et aspect budgétaire : documentation, rapports parlementaires, note.

1928-1939